

Silène
17, Rue Pierre Mendès France - 44602 - ST-NAZAIRE

RECUE EN PREFECTURE

Le 21 octobre 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°003391

VIA DOTELEC - FAST Actes

044-442120389-20251016-000339110-CIE

BUREAU DE SILENE EN DATE
DU JEUDI 16 OCTOBRE 2025

Délibération n° 13	AUTORISATION DE CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE DE SILENE DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE JUDICIAIRE RELATIVE A L'HOMICIDE SURVENU AU 20 RUE DES FRESNES A SAINT-NAZAIRE LE 9 DECEMBRE 2024.
---------------------------	---

L'An deux mille vingt cinq, le 16 octobre, à 14 heures, s'est réuni Le Bureau, en salle du Conseil d'Administration, au siège de Silène, 17 rue Mendès France à Saint-Nazaire, sous la présidence de Monsieur Xavier PERRIN, Président.

ADMINISTRATEURS PRESENTS :

M. Franck HERVY, Mme Dominique TRIGODET, Mme Ghislaine HERVOCHE, M. PATRICK LAMOOT, M. Xavier PERRIN

POUVOIRS :

M. Alain LE PAPE donne pouvoir à M. Xavier PERRIN

ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :

ASSISTAIENT A LA REUNION :

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur de l'Offre Nouvelle,
Monsieur Jean HOUSSET, Directeur de la Valorisation du Patrimoine
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de missions et projets transversaux.

Contexte :

Le 9 décembre 2024, un homicide a été commis dans un logement appartenant à SILENE, situé 20 rue des Fresnes à Saint-Nazaire, dans le quartier de la Bouletterie. Ce logement, actuellement sous scellés judiciaires, ne peut être remis en location.

En tant qu'Office Public de l'Habitat, SILENE exerce les missions définies par l'article L.421-1 du Code de la construction et de l'habitation, et notamment celle d'assurer une gestion responsable de son parc immobilier, garantissant un cadre de vie digne, sécurisé et paisible pour les locataires. À ce titre, il lui revient de veiller à la préservation de la jouissance normale des lieux, comme le prévoit également la loi n°89-462 du 6 juillet 1989, qui encadre les rapports locatifs.

Le trouble grave causé par les faits criminels, leur impact sur l'environnement résidentiel, ainsi que les conséquences matérielles et économiques pour l'Office, justifient l'engagement de démarches judiciaires.

La constitution de partie civile permet à SILENE :

- de faire valoir ses intérêts en tant que bailleur,
- d'accéder au dossier pénal dans le respect du droit,
- de prendre les mesures de gestion appropriées, notamment si les auteurs des faits sont identifiés comme occupants ou locataires du parc.

Cadre juridique de la décision :

Conformément à l'article L.421-9 du Code de la construction et de l'habitation, le Directeur Général représente l'Office en justice. Dans le cadre de cette procédure judiciaire, le juge d'instruction de Rennes requiert que cette action soit autorisée par délibération des administrateurs.

Il est proposé aux administrateurs :

- d'autoriser SILENE à se constituer partie civile dans le cadre de la procédure pénale ouverte à la suite de l'homicide survenu le 9 décembre 2024 dans un logement situé 20 rue des Fresnes à Saint-Nazaire, propriété de l'Office ;
- d'autoriser Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale, à accomplir toutes les démarches nécessaires à cette fin, notamment à désigner un avocat pour représenter SILENE, à signer tout acte lié à cette procédure, et à défendre les intérêts de l'Office dans le cadre de l'instruction ;
- de considérer la présente délibération comme valant mandat exprès au sens de l'article L.421-9 du Code de la construction et de l'habitation.

Cette délibération sera transmise au juge d'instruction pour régulariser la constitution de partie civile.

SEANCE DU BUREAU :

Délibération adoptée à l'unanimité.

Ont signé : Tous les Membres présents

Copie RENDUE EXECUTOIRE
Loi du 2 mars 1982

Pour copie conforme,
La Directrice Générale de Silène,
S. WILLIAMSON

